

CH_VB 91.077 vom 2. März 1992

Bundesverwaltung, 1992-03-02, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_91.077

FR: CH_VB 91.077 du 2 mars 1992

IT: CH_VB 91.077 del 2 marzo 1992

Erwägungen

E. 2

Ziele und Grundsätze

E. 2.1

Buts Le contrôle exercé sur le gouvernement et l'administration poursuit un triple but: - obliger le Conseil fédéral à répondre de ses décisions devant le Parlement; - fournir une appréciation sur les buts et les effets de l'exécution des lois; et - inciter à engager un processus d'apprentissage concernant les activités futures du Conseil fédéral et de l'administration. Le contrôle exercé sur la justice s'applique d'une manière semblable aux tribunaux fédéraux, tout en sauvegardant l'indépendance des juges.

E. 2.2

Principes La haute surveillance se différencie du pouvoir de décision et de surveillance du Conseil fédéral: Le contrôle parlementaire s'effectue au niveau adéquat et porte sur des questions de principe; les cas d'espèce intéressent les Commissions de gestion surtout dans la mesure où ils indiquent l'orientation de l'administration; ils servent à tirer les leçons pour l'avenir. Le contrôle parlementaire ne débouche pas sur des décisions du Parlement dans une affaire particulière mais sur une discussion avec le gouvernement, dont chaque partie tire les conclusions pour les décisions qu'elle est appelée à prendre dans son propre domaine de compétence. Le Parlement peut donc exercer le contrôle d'une manière continue sans empiéter sur la compétence de décision du Conseil fédéral. Le Parlement exerce la haute surveillance en examinant les activités du gouvernement et de l'administration sous l'angle des principes légaux - de la légalité; - de l'opportunité; - du rendement et - de l'efficacité. A cela vient s'ajouter le principe de la responsabilité, qui oblige le gouvernement et l'administration à faire en sorte que leurs activités soient contrôlables. 3. Amélioration de la qualité du contrôle Les Commissions de gestion favorisent le processus d'apprentissage au sein de l'administration en opposant aux compétences d'une administration spécialisée le point de vue démocratique et la vue d'ensemble politique. Le rapport de gestion du Conseil fédéral doit tenir compte de cette préoccupation en mettant en évidence les principales tâches de la Confédération et en expliquant dans quelle mesure les objectifs du programme de la législature et les objectifs annuels des départements et des offices ont été atteints (comparaison entre les situations réelles et idéales). Afin d'améliorer la qualité du contrôle qu'elles exercent, les Commissions de gestion forment des sections - dont les membres sont choisis dans leurs rangs - qui considèrent les choses sous deux angles différents: - Les sections qui examinent des domaines politiques connexes (méthode de l'appréciation verticale). Celles-ci examinent avant tout le management politique en effectuant des contrôles d'efficacité et en favorisant le processus d'apprentissage au sein de l'administration. - Les sections qui embrassent l'administration en tant que tout (méthode de

l'appréciation horizontale). Dans leurs rapports avec le Conseil fédéral et l'administration, elles appliquent la méthode de l'appréciation globale des problèmes en examinant des questions qui se posent d'une façon semblable dans tous les secteurs de l'administration. D'autre part, les Commissions de gestion contribuent à affermir la confiance du public en l'administration en effectuant des contrôles plus rigoureux et, au besoin, en mandatant la délégation des Commissions de gestion. Dans leurs propres rangs, les Commissions de gestion encouragent la réflexion sur leur tâche et leur manière de procéder en instituant un groupe de coordination des deux commissions, qui planifie les travaux de contrôle et en apprécie régulièrement les résultats. Elles encouragent le professionnalisme dans leur travail en suivant une formation ad hoc et en se perfectionnant. Enfin, elles renforcent l'effet de leurs travaux sur l'opinion publique - elles s'assurent que les Conseils traitent les résultats des contrôles; -elles veillent à une présentation des résultats de leurs contrôles qui réponde aux besoins des médias.

2. März 1992 N 243 Leitbild der Geschäftsprüfungskommission

4. Orientation des travaux sur des questions de principe Les Commissions de gestion travaillent suivant le principe du contrôle systématique par sondages: Elles fixent les points forts de leur programme de travail, en évitant cependant qu'il n'y ait, à long terme, des lacunes dans les contrôles. Critères pour le choix des points forts: - l'intérêt public pour un thème de contrôle; - les points faibles et carences supposés dans la législation et dans l'exécution par l'administration; - la protection de l'administration contre des attaques injustifiées; - le contrôle de l'efficacité de la législation et de l'exécution, ainsi que - les suivis relatifs à des inspections antérieures. Les deux commissions doivent motiver toutes les décisions de procéder à une inspection en se fondant sur les lignes directrices.

5. Méthode de travail Les Commissions de gestion remplissent leur tâche sous les formes suivantes: - examen du rapport de gestion; - évaluations; - inspections; - investigations de la délégation des Commissions de gestion; - visites des sections aux services; - suivis; - traitement des requêtes à l'autorité de surveillance. Pour ce qui est du rapport de gestion, les Commissions de gestion font office, pour leur conseil, de commission chargée de l'examen préalable dudit rapport. Les évaluations consistent dans l'examen des tâches ainsi que dans le contrôle de l'exécution et de l'efficacité auxquels les Commissions de gestion procèdent à l'aide d'enquêtes scientifiques de l'organe parlementaire de contrôle de l'administration. Les inspections sont des examens approfondis que les commissions effectuent elles-mêmes (par leurs sections et avec l'aide du secrétariat). Les investigations de la délégation des Commissions de gestion ont lieu dans les domaines du service de renseignements et de la protection de l'Etat ainsi que dans les cas où les commissions de gestion ne peuvent assumer leur tâche qu'en usant du droit à l'information dont jouit la délégation. Les visites des sections aux services permettent aux sections de s'informer auprès de la direction de l'office compétent. Lors des suivis, on vérifie si les recommandations des commissions de gestion ont été suivies et aussi, le cas échéant, si l'effet voulu a été atteint. Les requêtes à l'autorité de surveillance indiquent l'existence éventuelle de carences de l'administration et sont examinées séparément ou dans le cadre des autres contrôles. Les Commissions de gestion organisent et planifient leurs travaux dans le cadre des formes indiquées et conformément aux principes énoncés dans les lignes directrices. Elles fixent des priorités, établissent des programmes annuels et arrêtent la méthode de travail. Pour une période donnée, la qualité des contrôles passe avant leur nombre.

6. Structure des Commissions de gestion La multiplicité des tâches de l'administration qui doivent être examinées et la diversité des formes de contrôle font qu'il est nécessaire de mieux coordonner et planifier

les travaux des Commissions de gestion. Il faut en outre choisir des priorités dans le vaste éventail des contrôles possibles. Les Commissions de gestion forment à cet effet un groupe de coordination commun. Celui-ci - établit à l'intention des deux commissions un projet de programmes annuels; - prépare l'autocontrôle des travaux des Commissions de gestion quant à leur efficacité; - développe les présentes lignes directrices en se fondant sur la pratique; - surveille le secrétariat et l'organe parlementaire de contrôle de l'administration. Le groupe de coordination compte huit membres. Outre le président et le vice-président de chacune des commissions, il comprend encore deux présidents de section de chacune de celles-ci. Il faut adapter les sections permanentes au nouveau genre de tâches qui incombent aux Commissions de gestion: Comme on le sait, l'organisation des commissions était jusqu'ici calquée pour l'essentiel sur celle de l'administration fédérale: il y avait une section pour chaque département. Le Parlement ne faisait ainsi que reprendre le régime des compétences qui est en vigueur dans l'administration. Pour que le contrôle parlementaire serve de contrepoids à l'administration, il doit être organisé selon ses propres critères. Pour cela, deux questions sont déterminantes: - La question relative aux tâches de la Confédération qui doivent être remplies par l'administration (structure fonctionnelle axée sur les comparaisons entre les situations réelles et idéales). - La question des problèmes qui se représentent régulièrement à l'administration en tant que tout et qui sont semblables dans tous les secteurs, indépendamment de la tâche fédérale dont il s'agit (problèmes de la direction, de l'information, des moyens utilisés et de l'efficacité). C'est pourquoi chacune des Commissions de gestion a formé quatre nouvelles sections permanentes pour chacune de ces deux questions: Quatre sections s'occupent de l'ensemble des tâches de la Confédération, qui sont classées dans le même ordre que dans le programme de législation (méthode de l'appréciation verticale). Chacune de ces sections acquiert ainsi une vue d'ensemble sur un vaste domaine de la politique, qui comprend des questions supradépartementales et interdépartementales. Les questions que se pose le Parlement ne sont donc plus liées au régime des compétences propre à l'administration; elles sont axées sur les tâches de la Confédération. Il est prévu de grouper les thèmes comme il suit: 1. Etat et autorités (questions institutionnelles, politique étrangère, armée, justice) 2. Politique économique (y compris le budget) 3. L'Etat prestataire de services (assurances sociales, santé publique, énergie, environnement, transports et communications....) 4. Culture (formation, science, recherche, télécommunications....). Quatre autres sections se partagent les problèmes concernant le déroulement des activités et les structures, qui sont semblables dans de nombreux secteurs de l'administration, comme l'expérience le montre (méthode de l'appréciation horizontale). Ces sections analysent les activités de l'administration en établissant des comparaisons entre plusieurs secteurs dans l'optique des problèmes suivants: - Directions: cette section examine quelles sont les méthodes de direction utilisées par l'administration et comment sont appliqués les principes de l'organisation administrative dans la pratique. - Information: là, on examine comment fonctionne la circulation de l'information à l'intérieur des services et entre ceux-ci. Cette section s'intéresse notamment à la manière dont fonctionne au sein de l'administration la coordination entre les divers offices compétents. - Ressources: là, il s'agit de savoir comment sont assurées la planification, la gestion et l'utilisation optimale du personnel, des moyens matériels et des méthodes modernes de travail. - Efficacité: cette section cherche à savoir comment l'administration tient compte des effets de ses activités. Là, il s'agit de savoir si l'administration contrôle la qualité et l'utilité des mesures qu'elle prend et si elle en tire les conséquences pour modifier, le cas échéant, les objectifs. Comme jusqu'ici,

chaque membre de la commission doit par principe faire partie de deux sections; il peut choisir une section horizontale et une verticale. Il faut veiller à une dispersion aussi large que possible des membres afin que chaque type de question soit représenté dans les sections verticales et que la vue d'ensemble sur toutes les tâches de la Confédération soit assurée dans les sections horizontales.

Postulat (Günter-)Grendelmeier 244 N 2 mars 1992 Chaque membre devient ainsi rapporteur à la fois pour un domaine politique et pour un problème structurel typique de l'administration. Celui qui est par exemple membre de la section «Economie et finances» ainsi que de la section «Direction» peut faire profiter les autres de ses connaissances sur les problèmes de direction lors d'un contrôle dans le secteur de l'agriculture ou se référer à l'expérience de l'Administration des douanes en matière d'exécution en tant que modèle de direction. A l'avenir, il est prévu qu'une délégation des Commissions de gestion, qui est nouvelle, surveille les activités de l'Etat en matière de sécurité et de renseignement et procède, sur mandat des deux commissions, à des investigations pour lesquelles les droits ordinaires des sections ne suffisent pas. Cette délégation est intégrée dans la commission d'une manière telle que ses membres participent dans tous les cas aussi aux travaux d'une section verticale. Il est particulièrement important que la délégation soit représentée au sein de la section «Etat et autorités» afin que la délimitation des compétences et la coordination des travaux soient assurées dans chaque cas d'es-pèce.

E. 3

Steigerung der Kontrollqualität Die Geschäftsprüfungskommissionen fördern den Lernprozess in der Verwaltung, indem sie dem Sachverstand der Fachbereiche die demokratischen Gesichtspunkte und die politische Gesamtschau gegenüberstellen. Der Geschäftsbericht des Bundesrates muss diesem Anliegen Rechnung tragen, indem er aus der Sicht des Bundesrates die wichtigsten Bundesaufgaben hervorhebt und darstellt, wie weit dazu die Ziele der Legislaturplanung und die Jahresziele der Departemente und Aemter erfüllt sind (Soll-Ist-Vergleich). Um die Qualität ihrer Kontrolle zu erhöhen, bilden die Geschäftsprüfungskommissionen aus ihren Mitgliedern Sektionen, die zwei unterschiedliche Betrachtungsweisen pflegen: - Sektionen, die zusammenhängende Politikbereiche prüfen (vertikale Betrachtungsweise). Sie befassen sich vornehmlich mit dem Politikmanagement, indem sie Wirksamkeitskontrollen durchführen und den Lernprozess in der Verwaltung fördern. - Sektionen, welche die Verwaltung als Ganzes im Ueberblick erfassen (horizontale Betrachtungsweise). Sie pflegen im Verkehr mit Bundesrat und Verwaltung die ganzheitliche Pro-blemsicht, indem sie Fragen prüfen, die sich im Querschnitt durch die ganze Verwaltung stellen. Andererseits leisten die Geschäftsprüfungskommissionen einen Beitrag zur Sicherung des Vertrauens der Oeffentlichkeit in die Verwaltung, indem sie in ausgewählten Bereichen verschärfte Kontrollen durchführen und dafür, wo nötig, die Geschäftsprüfungsdelegation einsetzen. In ihren eigenen Reihen fördern die Geschäftsprüfungskommissionen die Reflexion über ihre Aufgabe und Wirkungsweise, indem sie eine Koordinationsgruppe beider Kommissionen einsetzen, die die Kontrollarbeit plant und deren Erfolge laufend beurteilt Sie fördern die Professionalität ihrer Arbeit, indem sie sich dafür besonders aus- und weiterbilden. Schliesslich stärken die Geschäftsprüfungskommissionen die öffentliche Wirksamkeit ihrer Tätigkeiten durch kontinuierliche Medienarbeit: - sie sorgen für die Behandlung ihrer Kontrollergebnisse in den Räten; - sie achten auf eine mediengerechte Präsentation ihrer Arbeit

E. 4

Ausrichtung der Arbeit auf Grundsätze Die Geschäftsprüfungskommissionen verfolgen bei ihrer Arbeit das Prinzip der systematischen Stichprobe. Sie setzen Schwerpunkte in ihrem Arbeitsprogramm, vermeiden dabei aber langfristig das Entstehen von Lücken innerhalb der Kontrollen. Kriterien der Schwerpunktbildung sind: - das öffentliche Interesse an einem Kontrollthema; - vermutete Schwächen und Mängel in Gesetzgebung oder Verwaltungsvollzug; - der Schutz der Verwaltung vor ungerechtfertigten Angriffen; - die Prüfung der Wirksamkeit von Gesetzgebung und Vollzug; sowie die - Nachkontrolle zu früheren Abklärungen. Jeder Inspektionsbeschluss der beiden Kommissionen muss auf der Grundlage des Leitbilds begründet werden.

E. 5

Arbeitsweise Die Geschäftsprüfungskommissionen erfüllen ihre Aufgabe in den folgenden Formen: - Prüfung des Geschäftsberichts; - Evaluationen; - Inspektionen; - Untersuchungen der Geschäftsprüfungsdelegation; - Dienststellenbesuche der Sektionen; - Nachkontrollen; - Behandlung von Aufsichtseingaben. Zum Geschäftsbericht sind die Geschäftsprüfungskommissionen vorberatende Kommission ihres Rats. Evaluationen sind Aufgabenüberprüfungen, Vollzugs- und Wirksamkeitskontrollen, die die Geschäftsprüfungskommissionen mit Hilfe von wissenschaftlichen Untersuchungen der parlamentarischen Verwaltungskontrollstelle vornehmen. Inspektionen sind vertiefte Abklärungen, die die Kommissionen selber (durch ihre Sektionen und mit Hilfe des Sekretariats) durchführen. Untersuchungen der Geschäftsprüfungsdelegation werden in den Bereichen Nachrichtendienst und Staatsschutz sowie dort durchgeführt, wo die Aufgabe der Geschäftsprüfungskommissionen nur mit den Informationsrechten der Delegation wahrgenommen werden kann. Dienststellenbesuche der Sektionen dienen der Orientierung der Sektionen durch die zuständige Amtsleitung. Nachkontrollen prüfen, ob die Empfehlungen der Geschäftsprüfungskommissionen befolgt werden, allenfalls auch, ob die gewünschten Wirkungen erzielt wurden. Aufsichtseingaben werden als Hinweise auf mögliche Mängel in der Verwaltung ausgewertet und selbständig oder in einer der übrigen Formen der Kontrolle überprüft.

2. März 1992 N 241 Leitbild der Geschäftsprüfungskommission Die Geschäftsprüfungskommissionen gliedern und planen ihre Arbeit innerhalb dieser Kontrollformen und nach den Grundsätzen ihres Leitbilds. Sie setzen Prioritäten, erstellen Jahresprogramme und entwickeln Arbeitsmethoden. Die Gründlichkeit der Abklärungen hat dabei Vorrang vor der Zahl gleichzeitiger Untersuchungen.

E. 6

Struktur der Geschäftsprüfungskommissionen Die Vielfalt der Verwaltungsaufgaben, die zu prüfen sind, und die Verschiedenartigkeit der Kontrollformen, die genutzt werden sollen, macht es notwendig, dass die Arbeit der Geschäftsprüfungskommissionen besser koordiniert und geplant wird. Innerhalb des weiten Feldes möglicher Kontrollen müssen ferner Prioritäten entwickelt werden. Die Geschäftsprüfungskommissionen bilden dafür eine gemeinsame Koordinationsgruppe: - Diese entwirft die Jahresprogramme zuhanden der beiden Kommissionen; - sie bereitet die laufende Selbstkontrolle der Geschäftsprüfungskommissionen über ihre Wirksamkeit vor; - sie entwickelt das Leitbild aufgrund der Praxis weiter; und - sie beaufsichtigt das Sekretariat und die parlamentarische Verwaltungskontrollstelle. Die Koordinationsgruppe zählt acht Mitglieder. Sie umfasst neben dem Präsidenten und dem Vizepräsidenten jeder Kommission noch je zwei

Sektionspräsidenten. Die ständigen Sektionen werden der veränderten Aufgabenstellung der Geschäftsprüfungskommissionen angepasst: Bekanntlich folgte die bisherige Gliederung der Kommissionen im wesentlichen der Organisation der Bundesverwaltung: Für jedes Departement wurde eine Sektion eingesetzt. Damit wurde die Kompetenzordnung der Verwaltung ins Parlament hinein fortgesetzt. Soll die parlamentarische Kontrolle jedoch ein Gegengewicht zur Verwaltung setzen, muss sie nach eigenen Gesichtspunkten organisiert werden. Massgeblich sind dafür zwei Fragen: - Die Frage nach den Bundesaufgaben, die von der Verwaltung zu erfüllen sind (funktionale Ausrichtung auf Soll-Ist-Vergleich). - Die Frage nach den wiederkehrenden Problemen der Verwaltung als Ganzes, die unabhängig von den Bundesaufgaben in allen Bereichen ähnlich auftreten (Probleme der Führung, der Information, des Mitteleinsatzes und der Wirksamkeit). Daher bildet jede Geschäftsprüfungskommission für jede dieser beiden Fragen je vier ständige Sektionen. Vier Sektionen befassen sich mit der Gesamtheit der Bundesaufgaben, die nach den Inhalten der Legislaturplanung gegliedert werden (vertikale Betrachtungsweise). Dadurch erlangt jede dieser Sektionen einen Überblick über einen breiten Politikbereich, der departementsübergreifende Zusammenhänge umfasst. Die parlamentarische Fragestellung löst sich damit von der verwaltungsinternen Kompetenzordnung und richtet sich auf die Funktionen des Bundes aus. Vorgesehen ist, folgende Themenbereiche zusammenzufassen: 1. Staat und Behörden (institutionelle Fragen, Aussenpolitik, Militär, Justiz) 2. Wirtschaftspolitik (einschliesslich Finanzhaushalt) 3. Leistungsstaatliche Aufgaben (Sozialversicherung, Gesundheit, Energie, Umwelt, Verkehr....) 4. Kultur (Bildung, Wissenschaft, Forschung, Telekommunikation) Vier Sektionen teilen sich in jene Ablauf- und Strukturprobleme, die erfahrungsgemäss in vielen Verwaltungsbereichen ähnlich auftreten (horizontale Betrachtungsweise). Diese Sektionen analysieren die Verwaltung im Quervergleich im Hinblick auf folgende Problemkreise: - Führung. Diese Sektion prüft, welche Führungsmethoden die Verwaltung nutzt und wie die Prinzipien der Verwaltungsorganisation in die Praxis umgesetzt werden. - Information. Hier wird untersucht, wie der Informationsaustausch innerhalb und zwischen den Diensten spielt. Die Sektion interessiert sich insbesondere dafür, wie in der Verwaltung zwischen den verschiedenen Aemtern koordiniert wird. - Mitteleinsatz. Hier geht es darum, wie das Personal, die Sachmittel und die modernen Arbeitsmethoden geplant, bewirtschaftet und qualitativ optimal eingesetzt werden. - Wirksamkeit. Diese Sektion will wissen, wie die Verwaltung die Wirkungen ihres Handelns bei ihrer Arbeit in Rechnung stellt. Hier geht es darum, ob und wie die Verwaltung die Qualität und Zweckmässigkeit ihrer Massnahmen überprüft und ob sie daraus Schlüsse für allfällige Anpassungen der Ziele zieht. Wie bisher soll grundsätzlich jedes Kommissionsmitglied in zwei Sektionen mitwirken, wobei je eine horizontale und eine vertikale Sektion ausgewählt werden kann. Anzustreben ist, dass die Mitgliedschaften möglichst breit gestreut werden, damit in den vertikalen Sektionen jede horizontale Fragestellung vertreten ist und in den horizontalen Sektionen der Überblick über alle Bundesaufgaben besteht. Jedes Mitglied wird dadurch zugleich Referent für einen Politikbereich und für ein typisches Strukturproblem der Verwaltung. Wer z. B. Mitglied der Sektion Wirtschaft und Finanzen sowie der Sektion Führung ist, kann Kenntnisse über Führungsprobleme in der Verwaltung bei der Kontrolle des Bereichs Landwirtschaft einbringen oder die Vollzugserfahrung der Zollverwaltung als Modell der Verwaltungsführung zur Diskussion stellen. Neu soll inskünftig eine Geschäftsprüfungsdelegation den Staatsschutz und den Nachrichtendienst beaufsichtigen sowie im Auftrag beider

Geschäftsprüfungskommissionen Abklärungen vornehmen, für die die gewöhnlichen Rechte der Sektionen nicht ausreichen. Diese Delegation wird so in die Kommission integriert, dass ihre Mitglieder stets noch in einer vertikalen Sektion mitarbeiten. Besonders wichtig ist, dass die Delegation in der Sektion Staat und Behörden vertreten ist, damit die Abgrenzung der Zuständigkeiten und die Koordination der Arbeiten im Einzelfall spielen.

E. 7

Moyens Pour s'acquitter de leur tâche, les Commissions de gestion disposent de leur secrétariat, de l'Organe parlementaire de contrôle de l'administration et de crédits pour les experts. Avec les moyens actuels, il n'est possible de satisfaire aux nouvelles exigences de la haute surveillance que si l'on se tient strictement à un ordre de priorité. Dans le domaine du contrôle des effets et de l'analyse des processus administratifs, les Commissions de gestion disposent des cinq personnes qu'emploie l'organe parlementaire de contrôle de l'administration. Suivant le programme de travail, il est prévu un crédit de 500 000 de francs pour des mandats confiés à des experts. Au secrétariat, il y a actuellement 5,5 postes. L'évolution du volume de travail constatée jusqu'ici nécessite la création de trois postes supplémentaires. Les nouvelles tâches, qui résultent de la prise en charge de la haute surveillance sur les CFF et de l'application des lignes directrices, ont pour conséquence que, outre l'examen du rapport de gestion et des requêtes à l'autorité de surveillance ainsi qu'une série de visites des sections aux services et de suivis, il n'est possible de procéder plus qu'à deux inspections approfondies par an. Antrag der Kommission Kenntnisnahme vom Bericht Proposition de la commission Prendre acte du rapport Angenommen -Adopté #ST# 90.475 Postulat (Günter-)Grendelmeier Transplantationschirurgie. Koordination in der Schweiz Chirurgie des greffes d'organes. Coordination en Suisse Wortlaut des Postulates vom 22. März 1990 Der Bundesrat wird ersucht: 1. einen Bericht über die Situation der Transplantationschirurgie in der Schweiz auszuarbeiten, 2. Vorschläge für eine Sanierung und eine wirksame Koordination vorzulegen, 3. bis zur Erarbeitung dieser Vorschläge bei den Kantonen und Universitäten darauf hinzuwirken, dass nicht weitere Sachzwänge in diesem Bereich geschaffen werden. Texte du postulat du 22 mars 1990 Le Conseil fédéral est prié: 1. de préparer un rapport sur la situation des greffes d'organes en Suisse; 2. de présenter des propositions d'assainissement et de coordination effective; 3. en attendant que ces propositions existent, d'intervenir auprès des cantons et des universités afin qu'on évite de nouvelles contraintes matérielles dans ce domaine. Mitunterzeichner - Cosignataires: Biel, Dünki, Jaeger, Maeder, Müller-Aargau, Weder Hansjürg, Widmer, Wiederkehr, Zwygart (9) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Die moderne Medizin erlaubt heute die Transplantation von Nieren, Knochenmark, Herz, Bauchspeicheldrüse, Leber, Herz-Lunge-Präparaten. Die meisten dieser Eingriffe sind ausserordentlich aufwendig. Nicht nur braucht es ein geschultes, hochspezialisiertes Team für die Ausführung, sondern es braucht zusätzlich eine ausgedehnte Infrastruktur zur Nachbetreuung der Patienten, aber auch zum zeitgerechten Beschaffen der Organe. Nur ein hochspezialisiertes, genügend geübtes und genügend starkes Team kann diese Aufgaben erledigen. Das heisst, dass dieses Team vorwiegend mit diesen Transplantationen beschäftigt sein muss. Für gute Resultate bei verantwortbaren Kosten ist also eine genügende Auslastung dieser Zentren nötig. Das Bereitstellen eines spezialisierten Teams sichert aber auch, dass nicht andere Patienten unter der Transplantationsstätigkeit zu leiden haben. Dies ist gerade in Zeiten von Mangel an Pflegepersonal ausserordentlich wichtig. Gespräche haben nämlich gezeigt, dass das Riegepersonal nur willig bei der emotional belastenden Transplantationsmedizin mithilft, sofern die Sicherheit besteht, dass darunter

nicht andere Patienten zu leiden haben. Der heutige Stand des medizinischen Wissens und die vorhandenen Geldmittel würden es der Schweiz erlauben, erfolgreich in die Transplantationschirurgie einzusteigen und hier mit der Weltspitze mitzuhalten. Leider ist aber heute kaum eine Koordination unter Kantonen und Universitäten in diesem Bereich festzustellen: Jede Universitätsklinik verhält sich autonom. Am Beispiel der Lebertransplantationen: Fachleute schätzen, dass mindestens 30 bis 40 Transplantationen pro Jahr vorgenommen werden müssen, um die obigen Bedingungen zu erreichen. Für die Schweiz wäre daher ein Zentrum mehr als genug (die BRD hat deren 5, Australien/Neuseeland 1 ; in Pittsburgh/USA werden für die gesamte «Eastcoast» 300 Transplantationen pro Jahr gemacht). Leider aber sind in der Schweiz zurzeit drei Zentren im Aufbau. Von der Zahl der Transplantationen her wäre vorläufig nur eines gerechtfertigt. Ähnlich unerfreuliche Zustände herrschen bei den übrigen Transplantationen. Zum Teil wird hier eigentlich experimentelle Chirurgie am Menschen betrieben. Die Folgen sind ein ausserordentlich teurer Zustand, schlechte Resultate für die Patienten und Engpässe im übrigen Versorgungsbereich. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 30. Mai 1990 Rapport écrit du Conseil fédéral du 30 mai 1990 1. Die Aufgabe, medizinische Einrichtungen zu bauen, zu betreiben oder zu unterstützen und für den optimalen Einsatz der Mittel für die medizinische Versorgung besorgt zu sein, fällt in den ausschliesslichen Zuständigkeitsbereich der Kantone. Dazu gehört auch der aufwendige Bereich der Transplantationschirurgie, welche heute in den verschiedenen medizinischen Zentren der Schweiz durchgeführt wird. Es kann somit nicht Aufgabe des Bundes sein, über diesen Bereich, für den er nicht zuständig ist, einen Bericht zu erstellen. Der Bundesrat ist aber darüber unterrichtet, dass die Kantone, namentlich die Schweizerische Sanitätsdirektoren-Konferenz, sich bereits eingehend mit diesen Fragen befassen.

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Leitbild der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates. Bericht Lignes directrices de la Commission de gestion du Conseil national. Rapport In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1992 Année Anno Band II Volume Volume Session Frühjahrssession Session de printemps Sessione Sessione primaverile Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 01 Séance Seduta Geschäftsnummer 91.077 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 02.03.1992 - 14:30 Date Data Seite 239-244 Page Pagina Ref. No 20 020 945 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.